

Pourquoi nous n'aimons pas les élections

C'est sans grand enthousiasme que la plupart des Belges se rendront aux urnes, en mai prochain, pour les élections régionales, fédérales et européennes. Non pas que ces élections soient sans enjeu, mais simplement, une lassitude et une résignation croissantes s'observent dans toutes les démocraties avancées par rapport à cet outil démocratique qu'est l'élection.

On peut voir au moins trois raisons au désintérêt pour les élections : l'incapacité des élections à transformer radicalement la société, l'inflation des promesses intenables, et le fait que les élections nous rappellent que nous ne sommes qu'une goutte dans l'océan.

UN OUTIL DE TRANSFORMATION SOCIALE ?

À l'époque où nos régimes représentatifs furent fondés, les élites craignaient terriblement de céder du pouvoir à l'ensemble de la population. Il semblait clair que les classes populaires ne manqueraient pas de s'emparer de l'outil pour exproprier les nantis et égaliser les richesses. Il fallut dès lors ruser pour limiter et contrôler le pouvoir du peuple : le rejet du tirage au sort au profit de l'élection¹, la restriction du suffrage, le vote public, la répression de l'opposition et même le bicamérisme et le contrôle de constitutionnalité peuvent être interprétés, à des degrés divers, comme des moyens de freiner les ambitions égalitaires des masses².

Deux siècles et demi plus tard, force est de constater que la démocratie n'a pas été à la hauteur de ses promesses – ou craintes, selon la position sociale qu'on occupe. Si des progrès significatifs ont été engrangés du point de vue de l'égalité des droits et de la lutte contre la discrimination, ainsi que des progrès appréciables dans la protection des travailleur·euse·s et des personnes sans emploi, les inégalités de revenu n'ont pas été réduites. Loin de là, même, puisqu'elles continuent de croître, et puisque la démocratie ne semble pas plus à même de les contenir que d'autres régimes.

On peut donc s'interroger sur le pouvoir de transformation de la société que permettent les élections. Il n'est pas nul, certes, mais il est plausible de penser que les principaux acquis sociaux ont été le fruit de la pression syndicale, des grèves et de la menace communiste incarnée par le bloc de l'Est plutôt que de la simple dynamique électorale. Le politologue Adam Przeworski suggère même que si les élections pouvaient engendrer des bouleversements sociaux radicaux, les perdants n'accepteraient pas si facilement la défaite³. De ce point de vue, l'impuissance relative des élections serait donc la condition de possibilité d'une alternance pacifique entre partis rivaux.

On aurait cependant tort d'attribuer l'entièreté de la faute au mécanisme électoral lui-même (ou aux seul·e·s électeur·rice·s). On ne connaît pour le moment de démocratie électorale qu'en régime capitaliste, et la propriété privée des moyens de production place énormément de pouvoir dans les mains d'organismes privés, qui ne sont pas élus et n'ont pas de comptes à rendre aux citoyen·ne·s. Celles et ceux qui ont la chance de détenir des capitaux ont une influence politique démesurée par rapport aux personnes ordinaires. Ils peuvent brandir la menace d'une grève du capital – arrêter d'investir, délocaliser – pour obtenir des conditions fiscales extrêmement avantageuses. C'est donc essentiellement parce que le pouvoir économique échappe largement au

¹ Alors que l'élection était explicitement considérée comme aristocratique à l'époque (Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, 1995).

² Voir Adam Przeworski, *Why Bother with Elections ?*, Polity Press, 2018.

³ *Ibid.*, p. 118-119.

pouvoir politique que les élections se montrent incapables d'engendrer une transformation radicale de la société.

L'INFLATION DES PROMESSES

Le pouvoir de transformation des élections est donc limité. Mais ce qui n'arrange pas les choses, c'est que la dynamique électorale n'incite aucunement à reconnaître ces limites. Pour séduire les électeur-riche-s, il faut faire des promesses relativement ambitieuses. Qui plus est, les partis qui savent qu'ils ont peu de chances de se retrouver au pouvoir ne doivent pas trop se soucier de la plausibilité de leurs promesses. Cela crée une dynamique d'inflation des promesses ayant pour conséquence que les élu-e-s ne peuvent que décevoir. Chaque élection nourrit son lot d'espoir puis finit par renforcer la frustration accumulée au fil des ans, des décennies. Le degré de popularité historiquement bas des partis et élections, ainsi que le rejet des élites politiques en est le résultat le plus marquant.

Reconnaître ces contraintes pesant sur les gouvernant-e-s et cette perversité de la dynamique électorale ne revient pas à les exonérer de toute responsabilité. Certain-e-s se soucient peu de transformer la société, car celle-ci leur convient très bien. D'autres voudraient la transformer pour renforcer leurs avantages. Le mensonge et l'hypocrisie sont sans doute répandus. Mais il est important de comprendre pourquoi même ceux et celles qui sont bien intentionné-e-s risquent malgré tout de nous décevoir.

UNE GOUTTE DANS L'OcéAN

Enfin, dans un autre registre, il se peut que les élections nous frustrant également parce qu'elles nous rappellent que nous ne sommes pas grand-chose, individuellement, que notre voix n'importe pas tant que ça. Bien sûr que notre vote ne fera aucune différence ! Pourquoi en irait-il autrement alors que nous ne représentons chacun-e qu'un 11.000.000^e de la population belge ? Les élections, c'est donc un brutal rappel à la modestie : certes, nous tenons notre opinion en haute estime, mais elle n'importe pas tant que ça, prise isolément.

ET POURTANT...

Et pourtant voter a du sens. Mais pour s'en rendre compte, il faut se décentrer, changer de perspective. Ce n'est pas parce que notre voix, prise isolément, est comme une goutte dans l'océan qu'elle ne compte pas. Nous devons situer notre action individuelle dans un cadre collectif. Car c'est la constellation de ces petites voix de rien du tout qui indique la direction politique dans laquelle se meut le pays, voire l'Union européenne (bien que notre voix y pèse moins encore, non pas parce que nous sommes en plus grand nombre, mais parce que la majorité des décisions y échappent au contrôle démocratique). Et dans ce sens, comme partie d'un tout, notre voix compte, notre vote est essentiel.

Peut-être ne mesurons-nous pas dans notre vie quotidienne les effets de nos choix électoraux – *a fortiori* si nous faisons partie de la classe moyenne, qu'aucun gouvernement ne souhaiterait se mettre à dos. Mais cela ne veut évidemment pas dire que nos choix n'ont pas d'effet. Encore une fois, il faut se décentrer, s'interroger sur l'impact que notre vote, agrégé à celui de nos concitoyen-ne-s, peut avoir sur autrui – sur ceux et celles qui vivent dans la précarité, par exemple, ou sur les conditions de vie des générations futures. Sur certaines questions, il faut être aveuglé-e par son nombril ou de mauvaise foi pour ne pas voir combien les options qui s'offrent à nous dans l'isoloir peuvent avoir des conséquences différentes.

Alors quand on ajoute à cela le fait que se déplacer aux urnes ne nous coûte pas grand-chose, la perspective change. À moins qu'on n'y entende rien à la politique, on peut voir le vote comme un acte altruiste peu coûteux : la possibilité de contribuer à améliorer quelque peu les conditions de vie d'autres êtres humains en un petit clic.

Pourquoi pas, enfin, utiliser notre vote pour aller au-delà des élections, pour s'intéresser à ce que les partis proposent comme autres mécanismes de participation politique ? Si nous sommes insatisfait·e·s des élections et si nous croyons qu'elles doivent être complétées par d'autres canaux d'influence, faisons le savoir, passons le message.

En somme, les raisons de se rendre aux urnes ne manquent pas. Ne pas nourrir des attentes trop hautes permet de se prémunir contre la déprime post-électorale. Resituer avec modestie notre vote dans le cadre d'une action collective qui nous dépasse et qui a des effets sur autrui permet de lui donner du sens.



ÉTAT DES DROITS HUMAINS EN BELGIQUE

Rapport 2018

L'État des droits humains en Belgique est un rapport publié annuellement par la Ligue des Droits Humains qui a pour vocation de faire le point sur l'actualité de l'année écoulée à l'aune des droits fondamentaux.

70 ans après son adoption, la Déclaration universelle des droits de l'Homme sert de fil rouge à cette édition 2018. Au total, 13 articles de la DUDH sont illustrés par des analyses proposées par des expert·e·s. De quoi rendre très concrets les enjeux des droits humains en Belgique aujourd'hui. Car cette déclaration n'a de sens que si nous l'utilisons pour faire progresser les droits fondamentaux et la justice sociale. À défaut, il ne s'agit que d'une lettre morte, d'une coquille vide qui risque d'être emportée par les bourrasques du populisme. Nous espérons que vous en serez aussi convaincu·e·s que nous à la lecture des textes de ce rapport.